

5 JUILLET 1962 À ORAN

LES INDICES DE LA PROVOCATION

Nous avons toujours soutenu que le massacre des français à ORAN le 5 juillet 62 fût le résultat d'une provocation politique dont les raisons sont assez faciles à démontrer (voir livre II de «l'Agonie d'Oran» p.33):

Pour les résumer, manifestation organisée à l'appel par radio Alger du G.P.R.A présidé par BEN-KHEDA, qui pensait se faire plébisciter ce jour là dans toute l'Algérie après avoir dissous l'Etat Major d'OUJDA commandé par le colonel BOUMEDIENNE. Il faut se souvenir que l'opposition entre les deux organismes était virulente et les résultats de la confrontation encore incertains. Un «spécialiste» M. HARBI a écrit dans son livre («Le FLN mirage et réalité» 1980).

«L'Etat Major a une vue cynique des choses, il désire ruiner l'autorité du GRPA- BBELLA et l'EM ne reculeront devant aucun procédé pour se saisir du pouvoir».

Cette provocation d'ORAN, grossièrement mise sur le compte de l'OAS «à chaud» et que le GRPA avait gobée a permis de faire avancer rapidement l'Armée des frontières qui occupa tout l'ouest algérien, en même temps elle eut pour effet de précipiter le départ de la population française dans la région où se situait la base de Mers el Kébir concédée à la France pour 15 ans renouvelables.

Il faut signaler que la plupart des manifestations de l'Indépendance avaient eu lieu le 3 juillet (vrai jour officiel) en Oranie et que le 5 juillet n'était même pas déclaré férié à ORAN alors qu'à ALGER le succès de cette journée fut éclatant pour le GRPA et son président.

En 1975 un auteur Etienne Mallarde signalait dans un ouvrage (l'Algérie depuis: ed. Table Ronde) le fait de cette provocation et que le même processus fut tenté le 24 et 25 juillet à ALGER «en agitant le spectre de l'OAS» pour faire avancer l'armée des frontières, mais l'affaire fit long feu alors il impute déjà tous ces montages aux services spéciaux de BOUMEDIENNE.

Pour ORAN, la thèse des tireurs Européens, rapidement, ne fut plus évoquée par les nouvelles autorités, (voir la presse et les déclarations de FERHAT ABBAS de passage à ORAN livre II L'Agonie d'ORAN). Une opération «médiatique» de diversion fut montée par le capitaine de l'ALN Bakhti, pour détourner l'attention vers des supposés «irréguliers» et «bandits de grand chemin» (voir presse et livre de E. Mallarde).

L'option «fantasia qui a mal tourné» est aussi peu vraisemblable d'abord parce que la veille des coups de feu intempestifs en l'air n'avaient pas provoqué de réactions, alors que le 5 juillet des comparses se répandirent dans la foule en criant «c'est l'OAS» -- de plus la séquence antidatée du film de COURRIERE située à ORAN le 5 juillet par nos témoins (voir tome II l'Agonie d'ORAN) et tous les experts «oraniens» consultés montre les attitudes significatives des divers protagonistes armés au sol qui s'abritent de tirs venant des toits la «fantasia» partant de bas en haut et non l'inverse bien sûr.

D'autre part, il y a les témoignages tout à fait crédibles de ceux qui ont vu tirer des toits: le commandant du service de l'action des armées (bd Maréchal Joffre en plein parcours du défilé) avec son assistante (tirs du haut d'un grand immeuble plus avant) militaire du contingent au tribunal des forces armées (situé sur même boulevard) voir tome I de l'Agonie d'Oran) et pourquoi pas rapport officiel du général KATZ qui cite: «vu par plusieurs témoins militaires des coups de feu tirés du haut de la maison du colon (place Karguentah) et d'un autre immeuble vers le bd Joffre «bien sûr KATZ attribue ces tirs à des éléments européens, mais subjectivement sans aucun élément de preuve -résultat: il y a bien eu des tirs concertés entre 11h et midi alors que le défilé arrivait au centre ville, et du haut vers le bas au départ, ce qui exclut «la fantasia».

Entre parenthèse le général KATZ qui semble si mal informé des préparatifs et du contexte de ce 5 juillet, avait un excellent service de renseignements, surtout dans les quartiers musulmans et avait appartenu aux Services Secrets de l'Armée chargé lorsqu'il était colonel commandant le territoire de LAGHOUAT, de superviser «l'affaire Bellounis» (armée M.N.A) qui avait mal tourné en 1957: selon rapport paru dans le n° de sept-cot 77 «d'histoire pour tous» sous la plume de M. Armand BAUGARD, (ce n'était donc pas un novice en matière de renseignements).

D'autres éléments concourent à étayer la réalité de la provocation préméditée: le fait que plusieurs personnes furent averties à ORAN et en ORANIE, par des musulmans amis de ne pas se rendre en ville ce jour-là et aussi le fait que certaines localités de l'intérieur furent sollicitées afin de réquisitionner divers types de véhicules camion, bus pour transporter l'armée des frontières à ORAN avant que les incidents n'éclatent. Le Père De LAPARRE, un religieux

écrit dans son journal le 14 juillet à ORAN «les autorités musulmanes reconnaissent officiellement maintenant que se sont leurs francs-tireurs qui avaient organisé l'affaire. Elles ne l'avait jamais nié d'ailleurs. Ce qui nous fait paraître encore plus amer le premier mouvement du gouvernement français et de sa radio très empressés à mettre cela sur notre compte. Plus loin, il confirme l'enfouissement de cadavres au Petit Lac, et 800 disparus qui correspondent au chiffre donné par JP CHEVENEMENT dans son livre écrit bien après.

Par ailleurs, aucune preuve n'a été fournie que les provocateurs étaient des français, ce qui aurait été exploité à font et même comme nous l'avons dit cette proposition par la suite n'a pas été soutenue par les responsables FLN eux-mêmes (qui ne pouvaient faire fi du téléphone arabe) à part le général KATZ qui a persévéré dans son phantasme sur l'OAS sans aucune preuve et pour cause, il avait dû consigner ses troupes la veille sur ordre des plus hautes autorités de PARIS. A ce sujet la lecture du livre Alain PEYREFITTE sur les déclarations du général De GAULLE (p. 136) à propos du maintien de l'ordre en Algérie sont édifiantes, alors que nous maintenons que rien dans les «accords d'Evian» n'interdisait à l'armée française d'intervenir pendant la période transitoire de l'exécutif provisoire (voir nos précédents articles dans la revue P.N.H.A d'octobre 98 et l'Echo d'Oranie de mai-juin 98, non démenties depuis) et que cela avait été promis par écrits et par proclamations.

Par contre nous avons eu des témoignages de certains musulmans qu'il est bien sûr impossible de citer (danger pour eux et leurs familles) établissant, qu'il y a bien eu sabotage de cette manifestation par des agents de l'Etat Major d'OUJDA pour les raisons citées plus haut que certains de ces provocateurs musulmans furent capturés et lynchés par la foule dès le début des incidents. Ces témoignages malheureusement présentables que par «oui dire» sont cependant crédibilisés par plusieurs comptes rendus écrits que leurs auteurs n'avaient pu décrypter sur le moment. Ainsi, l'article écrit dans Paris Match du 14 juillet 62 par des journalistes arrivant d'un reportage sur les troupes de l'ALN encore au MAROC qui tombent VERS 12H20 en plein incidents à ORAN le 5 juillet réfugiés au cantonnement des zouaves non loin de la place KARGENTAH (départs des incidents). Ils signalent un musulman près du commissariat central, où on devait amener le prisonnier, horriblement lynché par des corrégionnaires. Même type de témoignage dans un article du «Méridional», du 24 juin 72, par un commandant en retraite présent sur les mêmes lieux le 5 juillet.

Comme il est peu probable que ces victimes fussent

des musulmans «pro-français» reconnus dans la foule paniquée qui avait d'autre préoccupations plus urgentes «que de filtrer les gens, il est plus vraisemblable qu'il s'agissait de provocateurs pris en flarrant délit, bien sûr «complices de l'OAS» pour la foule qui ne pouvait imaginer autre chose «à chaud» et qui ne savait rien encore des rivalités sanglantes provoquées par ses chefs et qui se poursuivaient sur cette pauvre terre d'ALGERIE où elles n'ont pas cessé depuis.

Voilà lapidairement résumé l'assemblage d'un puzzle dont les éléments ont été recueillis au long des dernières années de ce feu 20ème siècle pour lequel le moindre labeur ne fut pas celui de l'Echo de l'Oranie et de sa directrice.

J.F. PAYA

PS: AUTRES INDICES

«Le premier Ambassadeur de FRANCE à ALGER consentira à verser à BEN BELLA une somme de 500 Millions d'A.frs. Par ce geste symbolique, il ne faisait que confirmer le choix de son gouvernement en faveur du Bureau Politique de TLEMCEM («rival du GPRA», écrit par Redha Malek, négociateur FLN à EVIAN dans son livre). De même Bélaïd Abdelsslam chargé des affaires économiques dans l'Exécutif Provisoire ouvrait un crédit de 15 Milliards d'A.frs venant du gouvernement français (qui ne pouvait l'ignorer) à l'ALN de BOUMEDIENNE, alors que le GPRA avait demandé aux autorités françaises de retarder son entrée en ALGERIE.

Cependant que des représentants de son état-major entraient en Oranie, avant l'indépendance, avec l'autorisation des autorités françaises, ce qui n'était pas prévu dans les accords d'Evian.

Monsieur HARBI, déjà cité, écrit: «Les partisans du GPRA sont pour l'instant plus forts (mai 1962). Avec la France, la Tunisie et le Maroc, il faut bien manoeuvrer car, si ces Etats apportent leur soutien au GPRA et bloquent l'ALN de l'extérieur, s'en est fini de la coalition benbelliste...»

On peut ajouter que la non intervention des forces françaises pour défendre ses ressortissants avait pour but de laisser le champ libre à cette armée de l'extérieur et que c'est un argument de plus pour avancer que DE GAULLE misait sur le clan Arabisant d'Oudja et sur BEN BELLA qui, paradoxe étaient les plus hostiles aux Accords d'Evian!

De Gaulle, dans ses mémoires, déplore vivement la mise à l'écart de Ferhat Abbas, qui rallie, par dépit, Ben Bella, lors de son remplacement par BEN KHEDA à la tête du GPRA.

Les raisons de ce choix sont plus subtiles à déterminer. On peut penser que le Général et certains milieux financiers préféraient la tendance Arabo-

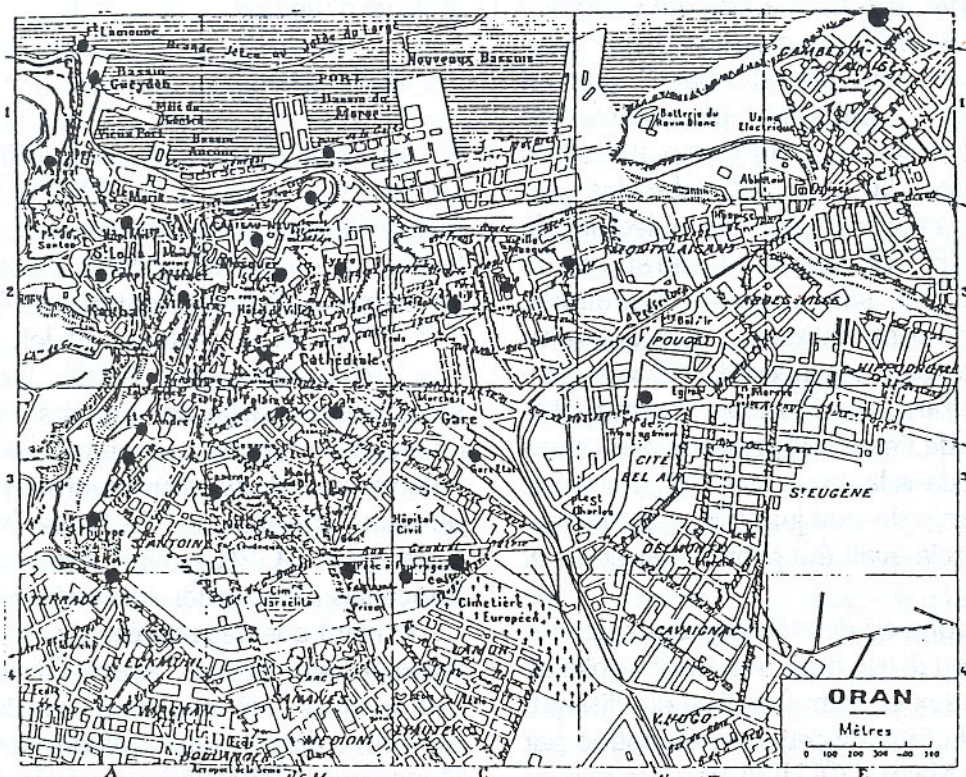
Islamique qui semblait à leurs yeux moins dangereuse que le clan du GPRA plus laïque et plus berbère, dont le Président BEN KHEDDA passait pour un marxiste pro-chinois! ce qui était un gag pour ce groupe bourgeois, mais ce n'était plus notre problème, sauf pour ses répercussions tragiques.

J.F. PAYA

Nota Bene: L'auteur nous signale une erreur dans l'excellent article de M.I. Sala paru dans le n° 261, paragraphe 53: Ce ne serait pas Krim Belkacem qui

portait le casque allemand mais Mohamédi Saïd, pseudo colonel de la Willaya III, qui avait servi dans les Waffen SS. Responsable du massacre de Mélouza, il choisira le camp Ben Bella et sera plusieurs fois ministre, alors que Krim Belkacem, qu'il n'est nullement question de défendre, bien entendu, aurait été plus favorable au maintien des Européens en Algérie, et a couvert les accords O.A.S. - FLN. d'Alger. Il sera assassiné plus tard, en exil, à Madrid par les sbires de Boumédienne.

5 Juillet 1962 cantonnements connus de l'Armée Française ●



Site situés à l'extérieur du Plan.

N2 Route Tlemcen: quartiers ● Artillerie ● Magenta ● Caserne Vincent ● Camps ● Baragui ● Montplaisir

Avenue de Lamur: ● Casernes Gendarmes Mobiles - Av. Sidi-Chami ● camp Sanchidrian Gambetta ● Camp Gambetta

● Mers-el kébir ● Arzew Bases Marines, Canastel ● camp la Sénia ● Aviation ● Afaroui Aéro-navale

★ Zone principale du Déclenchement



Groupe de Français enlevés par des miliciens du FLN le 5 juillet 62 à ORAN ou un massacre évalué à un Millier de personnes fut perpétré alors qu'une garnison de 18.000 hommes des FAF était consignée, sur ordres «très supérieurs» dans ses cantonnements, situés parfois au coeur de la ville à proximité des exactions.